CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 66.361/2/V
du 30 juillet 2019

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant les articles 1, §§ 4*bis*, 4*ter* et 8 ; 17, § 12 ; 18, § 2 ; 24, §§ 1er et 9 ; 32, § 8, et 33, § 5, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 66.361/2/V
van 30 juli 2019

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de artikelen 1, §§ 4*bis*, 4*ter* en 8; 17, § 12; 18, § 2; 24, §§ 1 en 9; 32, § 8, en 33, § 5, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen'

‡LW-AIITMAGCC-GGDGBUQ‡

Le 17 juin 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 1er août 2019, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant les articles 1, §§ 4*bis*, 4*ter* et 8 ; 17, § 12; 18, § 2; 24, §§ 1er et 9 ; 32, § 8, et 33, § 5, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 30 juillet 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 juillet 2019.

*

Op 17 juni 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 1 augustus 2019 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de artikelen 1, §§ 4*bis*, 4*ter* en 8; 17, § 12; 18, § 2; 24, §§ 1 en 9; 32, § 8, en 33, § 5, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 30 juli 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 juli 2019.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

‡LW-AIITMAGCC-GGDGBUQ‡

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Il résulte en tout cas des articles 1er, 3°, 2, 3, 3° [1], 4, 5 et 6, 2°, du projet que celui-ci implique des traitements de données à caractère personnel.

Il convient donc de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable, dont il sera fait mention dans le préambule.

Si cette consultation devait donner lieu à des modifications du texte, qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis, elles devraient à nouveau être soumises au Conseil d'État.

2. Le projet d'arrêté fait suite à une proposition du Conseil technique médical formulée en vertu de l'article 35, § 2, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »).

[1] Cette disposition est erronément identifiée dans le projet comme formant son second article 3, 2°.

‡LW-AIITMAGCC-GGDGBUQ‡

Selon l'article 27, alinéa 4, de la même loi, toute proposition de ce conseil technique qui est formulée en vertu de l'article 35, § 2, doit faire l'objet d'un avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux. L'article 27, alinéa 4, de la loi coordonnée précise que cet avis est formulé en séance du conseil technique et ajoute que, si ce n'est pas le cas, l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux doit être formulé par écrit dans les cinq jours ouvrables suivant le jour de la séance du conseil technique. Il prévoit encore que l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux est censé avoir été donné s'il n'a pas été formulé en séance ou par écrit dans le délai de cinq jours susvisé.

En l'espèce, l'alinéa 4 du préambule du projet d'arrêté vise l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux en indiquant que cet avis a été donné le 15 janvier 2019, date à laquelle le Conseil technique médical a formulé sa proposition.

Or, aucune pièce versée au dossier communiqué à la section de législation n'établit que tel a été le cas.

On relève tout particulièrement à ce sujet que l'extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil technique médical du 15 janvier 2019 qui est relatif au projet d'arrêté ne fait pas mention de l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux.

Il n'apparaît pas non plus que le Service d'évaluation et de contrôle médicaux aurait formulé un avis par écrit dans les cinq jours ouvrables suivant le jour de la séance du Conseil technique médical.

Il convient donc de considérer que, conformément à ce que prévoit l'article 27, alinéa 4, de la loi coordonnée dans les cas où l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux n'a pas été formulé en séance du Conseil technique médical ou par écrit dans le délai de cinq jours ouvrables suivant le jour de cette séance, cet avis est censé avoir été donné.

La rédaction de l'alinéa 4 du préambule sera revue en conséquence.

*

‡LW-AIITMAGCC-GGDGBUQ‡

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)', gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Uit de artikelen 1, 3°, 2, 3, 3°,[1] 4, 5, en 6, 2°, van het ontwerp blijkt in elk geval dat dat ontwerp de verwerking van persoonsgegevens impliceert.

Er dient dan ook op toegezien te worden dat dat voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt en in de aanhef moet vermeld worden dat aan dat vormvereiste voldaan is.

Indien die raadpleging aanleiding zou geven tot wijzigingen aan de tekst, die niet zouden voortvloeien uit het gevolg dat gegeven wordt aan dit advies, zouden die wijzigingen nogmaals aan de Raad van State voorgelegd moeten worden.

[1] Die bepaling wordt in het ontwerp ten onrechte aangeduid als het tweede artikel 3, 2°, ervan.

‡LW-AIITMAGCC-GGDGBUQ‡

2. Met dit ontwerpbesluit wordt gevolg gegeven aan een voorstel van de Technische geneeskundige raad dat geformuleerd is krachtens artikel 35, § 2, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: "de gecoördineerde wet").

Volgens artikel 27, vierde lid, van dezelfde wet moet voor elk voorstel van die technische raad dat krachtens artikel 35, § 2, geformuleerd wordt het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle ingewonnen worden. In artikel 27, vierde lid, van de gecoördineerde wet staat dat dit advies tijdens de vergadering van de technische raad geformuleerd wordt en dat, indien dat niet het geval is, het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle schriftelijk geformuleerd moet worden binnen vijf werkdagen die volgen op de dag van de vergadering van de technische raad. Nog volgens diezelfde bepaling wordt dat advies geacht door de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle gegeven te zijn indien het noch tijdens de vergadering, noch schriftelijk binnen de voormelde termijn van vijf dagen geformuleerd is.

In casu wordt in het vierde lid van de aanhef van het ontwerpbesluit naar het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle verwezen en wordt vermeld dat dat advies gegeven is op 15 januari 2019, datum waarop de Technische geneeskundige raad zijn voorstel geformuleerd heeft.

Uit geen enkel stuk van het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, blijkt echter dat dat het geval was.

In dat verband merken we in het bijzonder op dat in het uittreksel uit de notulen van de vergadering van de Technische geneeskundige raad van 15 januari 2019 dat op het ontwerpbesluit betrekking heeft geen melding gemaakt wordt van het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle.

Er blijkt evenmin dat de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle schriftelijk een advies geformuleerd zou hebben binnen vijf werkdagen die volgen op de dag van de vergadering van de Technische geneeskundige raad.

Er dient dan ook van uitgegaan te worden dat dit advies geacht wordt gegeven te zijn, overeenkomstig hetgeen in artikel 27, vierde lid, van de gecoördineerde wet bepaald wordt voor de gevallen waarin het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle noch tijdens de vergadering van de Technische geneeskundige raad, noch schriftelijk binnen vijf werkdagen die volgen op de dag van die vergadering geformuleerd is.

‡LW-AIITMAGCC-GGDGBUQ‡

De redactie van het vierde lid van de aanhef moet dienovereenkomstig herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Pierre VANDERNOOT

‡LW-AIITMAGCC-GGDGBUQ‡